



Déclaration unitaire 93 Exigeons une autre politique pour la réussite scolaire et universitaire de tous les jeunes

FSU • UNSA Education • FCPE • UNEF • SGEN-CFDT
CGT Educ'action • FNEC-FP FO • SUD Education

Les organisations départementales confirment leur dénonciation des décisions budgétaires du gouvernement pour 2007 qui, s'ajoutant aux coupes intervenues depuis 2003, conduiront à réduire considérablement les moyens du service public. Il s'agit bien d'une politique à courte vue, rétrograde dans ses choix et dangereuse pour l'avenir dont les élèves, les jeunes, notamment ceux qui sont le plus en difficulté, tout autant que les personnels vont payer le prix : dégradation des conditions d'enseignement et de travail, réduction de l'offre d'enseignement, précarité accrue...

Elles s'opposent au démantèlement du service public notamment au travers de la décentralisation avec ses conséquences sur la remise en cause des missions et des statuts des personnels, les menaces d'externalisation et de privatisation de services tels que la restauration scolaire ou le nettoyage.

Elles réclament des moyens à la hauteur des besoins et des embauches de personnels formés sur des postes statutaires. Est-il encore admissible que la rentrée se fasse dans le 1er degré avec 150 à 200 postes vacants et un recours massif aux listes complémentaires et que dans les collèges et lycées la baisse massive du nombre de postes conduise à la détérioration des conditions de travail et à l'absence de postes de remplaçants ? Que la scolarisation des 2/3 ans fasse figure d'exception ? Que le droit à la santé soit remis en cause par la quasi disparition des médecins scolaires et par l'aggravation régulière du nombre de postes non pourvus chez les infirmières ?

Elles dénoncent le recours massif à l'emploi précaire et sous-payé (contractuels, vacataires, EVS...) et exigent le réemploi des non titulaires et un plan de titularisation.

Elles ne peuvent accepter les dégradations constantes des conditions de travail dans le seul but d'économiser des moyens

(suppression de décharges de service, postes sur plusieurs établissements, remplacements à l'interne obligatoire au delà du service normal, suppression de dédoublements dans le 2nd degré, ordres et injonctions pour mettre en place les langues dans le 1er degré dans de très mauvaises conditions, surcharges de travail chez les administratifs après 2 ans de suppressions de postes).

Elles s'opposent aux mesures régressives de la loi Fillon entrant en application à cette rentrée et s'insurgent contre les déclarations du gouvernement qui veut faire croire qu'il renforce l'enseignement prioritaire alors qu'il finance son plan en supprimant une demi-heure d'enseignement à tous les élèves de 5ème et 4ème et ne parvient ni à recruter les professeurs référents expérimentés, ni à financer les dédoublements en langues malgré la suppression des TPE.

Elles ne peuvent accepter la détérioration constante de l'offre de formation (réduction des options, absence de volonté d'investir dans la diversité des formations professionnelles, absence d'ambition pour les jeunes de ce département).

Elles exigent le respect du droit à l'éducation de tous les élèves handicapés, par le maintien et la création de classes adaptées, de postes et structures spécialisés en nombre suffisant dans le cadre de l'AIS.

Elles réaffirment leur engagement pour qu'aucun élève ne soit expulsé et pour un plan massif de régularisation.

C'est pourquoi elles appellent à la mobilisation la plus large le 28 septembre 2006

Les organisations signataires se retrouveront le plus rapidement possible pour travailler aux suites à donner à cette mobilisation.

**Grève le 28 septembre
Manifestation unitaire
14h Boulevard St Michel
(hauteur de la place de la Sorbonne)**